

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 23/3 (1996)

DOI: 10.11588/fr.1996.3.60463

---

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

et demi plus tard!). La relation de la grève estudiantine de mai 1948 constitue le cœur de l'ouvrage. L'auteur met également en évidence les répercussions du contexte politique de l'époque (statut particulier de la Sarre) sur la vie universitaire: imposition de la langue française, présence de professeurs français, liens de l'Institut de Hombourg avec les Universités françaises tandis que les contacts et les passerelles avec les établissements du reste de l'Allemagne étaient inexistantes. R. Paquet dresse enfin le portrait des principales personnalités de l'époque: Grandval, le Haut-Commissaire français, «vice-roi» redouté mais, semble-t-il, respecté; Hoffmann, le Ministre-Président de la Sarre dont les traits ne sont qu'esquissés; Straus enfin, Ministre responsable des questions éducatives et culturelles, qualifié «d'homme de Grandval» et d'«incarnation de tous les maux». La thèse principale de R. Paquet consiste à affirmer qu'aucune de ces trois personnalités, quoi qu'elles aient pu en dire, n'aurait été favorable à la création d'une Université en Sarre et que la fondation de cet établissement fut le résultat de la pression estudiantine et tout particulièrement de la grève de 1948 dont elle fut personnellement l'un des organisateurs les plus actifs!

Certes, l'auteur ne prétend pas faire œuvre d'historien et elle se pose délibérément en témoin. C'est là l'un des intérêts majeurs de l'ouvrage, car il faut dire que ses souvenirs sont d'une remarquable précision. Mais l'auteur ne fait pas seulement acte de témoignage. Connaissant les travaux de Heinrich Küppers sur la politique culturelle de la France en Sarre, elle semble aussi régler des comptes avec une interprétation qui ne lui sied guère. Si la question de l'utilisation des témoignages des «témoins-acteurs» par les historiens est relevante d'un point de vue méthodologique (Paquet reproche à Küppers son manque de circonspection face aux «récits» rétrospectifs de Straus notamment), la plupart des remarques à l'encontre de l'ample synthèse de Küppers, à laquelle elle ne rend jamais justice, marque son propre ouvrage du sceau de la polémique. Néanmoins le témoignage, non pas seulement la description mais aussi l'interprétation, le jugement et le ressentiment du «témoin» pour toute une époque mérite l'attention du lecteur. Celui-ci trouvera également dans cette publication de nombreuses photographies et la reproduction de quelques documents d'époque.

Corine DEFRANCE, Paris

Stefan ZAUNER, *Erziehung und Kulturmission. Frankreichs Bildungspolitik in Deutschland 1945–1949*, München (R. Oldenbourg) 1994, 351 p. (Studien zur Zeitgeschichte, 43).

Le livre de Zauner nous apporte les résultats de ses recherches de doctorat sur la politique culturelle de la France en Allemagne de 1945 à 1949. Il repose sur un remarquable travail d'archives: l'auteur a abondamment consulté les documents français – archives du Ministère des Affaires Etrangères (Paris, et surtout Colmar où sont conservées les archives de l'occupation française en Allemagne et en Autriche), Archives Nationales, Archives départementales du Territoire de Belfort et partiellement les fonds allemands (les archives régionales et universitaires n'ayant pas été systématiquement dépouillées). Il s'est également appuyé sur des témoignages d'«acteurs» de l'époque et sur une bibliographie très fournie de près de 450 titres. Celle-ci est présentée de façon alphabétique et l'on peut tout au plus regretter que les écrits de l'époque et les relations des «témoins», qui constituent une «source», n'aient pas été séparés des travaux des historiens. L'index des noms de personnes, avec 400 entrées environ, fournit une aide très appréciable pour se repérer dans ce vaste ouvrage.

Après avoir dressé l'historique des travaux consacrés à l'action culturelle de la France dans sa zone d'occupation et présenté certains éléments du débat historiographique actuel, l'auteur se propose de combler une lacune en mettant l'accent sur les liens entre la politique culturelle française en zone d'occupation après 1945 et la vie et les débats culturels menés en France depuis l'entre-deux-guerres. Cette perspective, en dégagant des continuités historiques,

permet de remettre en cause la thèse de l'impréparation de la France à sa mission de rééducation dans sa zone d'occupation. Zauner entend également prendre parti dans la controverse qui s'est développée depuis plusieurs années sur la nature (véritable politique ou manœuvre de diversion ou de camouflage) et la place (par rapport à la politique économique et à la politique de sécurité – dans ses aspects politiques et territoriaux) de l'action culturelle de la France en Allemagne.

Afin de mieux souligner ces continuités historiques, l'auteur a choisi d'organiser son étude autour de deux parties. Dans la première, intitulée «Fondements et traditions» (40 pages), sont tout d'abord fournies des données biographiques très complètes – et très neuves – sur Raymond Schmittlein, principal concepteur et initiateur de cette action culturelle française en Allemagne. Zauner montre ensuite que la question de la rééducation des Allemands avait préoccupé les esprits français avant même la fin de la guerre (il démasque Sarah de Jouvenel derrière le pseudonyme d'«Ariel», auteur d'un important ouvrage sur la «rééducation» paru dès 1945), puis il consacre une dizaine de pages à un rappel du développement de la culture populaire et de la politique de jeunesse en France sous le Front Populaire puis à l'époque de Vichy et de la Résistance. La seconde partie, «Conceptions, compétences et conflits, 1945–1949» (260 pages), après un chapitre sur la mise en place des structures de l'occupation et les premières directives, propose une étude sectorielle des activités de la Direction de l'Éducation Publique (services culturels du Gouvernement militaire): politique scolaire, jeunesse et éducation populaire, formation des élites et politique universitaire, «mission culturelle de la France» – chapitre regroupant essentiellement les activités culturelles traditionnelles, et notamment la politique artistique de la France et présentant – avec beaucoup de clarté – l'action culturelle de la France à Berlin et dans la bizonie (les avatars de la «mission culturelle» dirigée par Félix Lusset).

Cette organisation de l'ouvrage appelle quelques remarques: outre le déséquilibre structurel qu'il induit, le choix d'un plan exclusivement thématique – même si le déroulement chronologique est strictement respecté dans chaque chapitre – ne permet guère de dégager l'évolution générale de la politique culturelle de la France dans sa zone d'occupation, de repérer des phases et des césures. Et ce travail de périodisation «culturelle», dans ces années d'après-guerre si complexes, est d'autant plus malaisé que les références au contexte politique – aux grandes lignes de la politique allemande de la France comme aux tensions interalliées – sont trop peu mises en valeur et sont regroupées pour l'essentiel dans le chapitre sur la politique scolaire. N'aurait-il pas fallu consacrer un chapitre spécifique aux réflexions sur la politique d'occupation et sur l'évolution des compétences et des prérogatives du Gouvernement militaire en matière (ré-)éducative et culturelle? En effet, la restitution aux autorités allemandes des Länder de leur souveraineté en matière culturelle en juin 1947, les conflits qui s'ensuivirent entre occupants et occupés, puis les querelles entre Alliés au sujet de l'inclusion ou non d'un droit de réserve, en matière d'éducation et de démocratisation, dans le statut d'occupation ne concernaient pas exclusivement la réforme scolaire, même si celle-ci fut au cœur des préoccupations de Raymond Schmittlein.

Ces remarques ne doivent cependant pas masquer les grandes qualités de ce travail: l'abondance et l'extrême précision de l'information, le souci constant de se référer aux sources (mais trop peu à la bibliographie) dont témoignent les nombreuses notes de bas de pages. Enfin, cette publication apporte à la recherche historique beaucoup d'éléments nouveaux et le chapitre consacré aux mouvements et rencontres de jeunesse et à la culture populaire est à cet égard tout à fait remarquable. Non seulement Zauner a défriché l'un des champs les moins connus de l'action culturelle (à la différence de la politique scolaire ou même universitaire, qui avaient antérieurement fait l'objet d'études), mais c'est dans ce secteur qu'est sans doute le mieux illustrée sa thèse de l'ancrage de l'action menée en zone dans la tradition française d'avant-guerre (cf. le choix d'anciens responsables de la culture populaire en France pour diriger le bureau «éducation populaire» du Gouvernement militaire, la référence à

l'«ajisme» du Front Populaire, le souci de contrebalancer le poids des organisations confessionnelles).

L'auteur ébauche *in fine* un bilan de l'action culturelle française en Allemagne. Il en montre les limites (échec de la réforme scolaire, modestie des buts atteints en matière de culture populaire notamment) et en recherche les explications (hostilité allemande, conflits de compétence entre les diverses instances – centrales et régionales – du Gouvernement militaire et entre Baden-Baden et Paris). Il parvient à la conclusion que la politique culturelle constitua en soi un véritable champ d'action, fut à la fois motivée, selon les secteurs, par des considérations de sécurité, de prestige (notamment face aux Alliés) et par des projets socio-politiques. Zauner achève son ouvrage en soulignant combien les relations culturelles franco-allemandes contemporaines sont largement issues de ce qui avait été réalisé pendant la période d'occupation.

Corine DEFRANCE, Paris

Corine DEFRANCE, *La politique culturelle de la France sur la Rive Gauche du Rhin 1945–1955*, Strasbourg (Presses Universitaires de Strasbourg) 1994, 363 S. (Les Mondes Germaniques, 2).

Bis in die Zeit des Hochkommissariats reicht Corine Defrances verdienstvolle Dissertation unter der Leitung von Jacques Bariéty (Paris). Der Wiederaufbau kultureller Beziehungen zu Frankreich ist aus ihrer Sicht nicht nur, aber vorwiegend die Geschichte von Raymond Schmittlein und Irène Girón. Sie gestalteten während dieser kurzen Jahre die Arbeit in dem Besatzungsbesonderling der Abteilung »Education Publique«. Sie gingen dabei weit über die auf der Konferenz von Potsdam bestimmten Aufgaben der Entnazifizierung hinaus. Die Wirkungen reichten weit nach vorn. Noch 1950 wurden links des Rheins die Institute für Europäische Geschichte, der Akademie der Wissenschaften und das Landesstudio des Südwestfunks eingerichtet.

Mainz, nicht die preußische Festung Koblenz war von Schmittlein bevorzugt worden. Dorthin zog das alliierte »Military Security Board«. Es überwachte in Industrie und Wissenschaft das »German War-Potential« und war eine nach restloser Demilitarisierung Deutschlands weitgehend nutzlose Behörde. Mainz wurde kulturell zum Schaufenster und zum Brückenkopf französischer Kultur gemacht. Die Gründung der Dolmetscherschule in Gernersheim wie die Errichtung der Verwaltungshochschule in Speyer ergänzten das Ensemble. Die künftigen Verwaltungseliten dort zu schulen entsprach der Tradition in Frankreich; weitere Französisierungsversuche lassen sich im Schulwesen beobachten. Sie wurden wenig effektiv.

Die Wiedererrichtung der Universität Mainz 1946 in einer Kaserne war ein Symbol. Im dort hin verlegten Kaiser-Wilhelm-Institut für Chemie, dem früheren Institut Otto Hahns, des Präsidenten der neu errichteten Max-Planck-Gesellschaft, erfolgte die Errichtung des ersten funktionierenden deutschen Atommeilers unter den Professoren Strassmann und Mattauch. Auch dies in seiner Nachbarschaft zu den Fächern der humaniora ein Symbol. Adolphe Lutz, Leiter der Abteilung für Abrüstung in der Wissenschaft, später Wissenschaftsattaché der Französischen Botschaft, akzeptierte 1948 den Zusammenschluß des Instituts mit der MPG, ohne die Genehmigung aus Paris abzuwarten. Zu diesem Zeitpunkt zwangen die Kosten des Besatzungsregiments zu Kompromissen und dem Abschied von weiteren Überlegungen.

Die besondere geopolitische Lage von Mainz verband Schmittlein in seiner Vorstellungswelt mit der Erinnerung an den früheren Vorposten der französischen Revolution. Auch die Amerikaner zogen aus der mißlungenen Rheinlandbesetzung der zwanziger Jahre, deren Ende Hitler durch seinen Einmarsch so genossen hatte, ihre Lehren. Die Errichtung des Landes Rheinland-Pfalz schuf ein konkretes Einflußgebiet. Ein Stück Preußen war dabei. »Déprus-sification« sollte Berlin aus seiner Vormachtstellung verdrängen und den Einfluß auf den